

Les Sources de la moralisation de la vie politique au Maroc et les acteurs politiques quelle relation ?

Brahim EL GOZMIR

Doctorant à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales Agdal, Rabat, Maroc

Résumé : La moralisation de la vie politique est un processus qui s'active continuellement surtout pour les pays sur la voie de la démocratisation de leurs systèmes politiques. La question de la moralisation de la vie politique au Maroc est centrale. Elle est évoquée surtout à l'approche des élections. Ces occasions constituent une opportunité, pour les différents acteurs politiques, pour engager le débat sur les questions relatives à l'accès et à l'exercice du pouvoir. Le moment est propice, pour tout un chacun des acteurs politiques, pour exprimer sa projection politique qui lui garantirait stabilité et adaptation avec les exigences sociopolitiques évolutives des citoyens. Aussi, les acteurs politiques se sentent-ils tous concernés. Toutes les actions entreprises dans ce sens, abstraction faite de leurs objectifs, alimentent la question de la moralisation de la vie politique. Les sources de la moralisation de la vie politiques sont différentes, elles peuvent être de nature sociale ou même économique. Toutefois, la participation des acteurs politiques reste spéciale puisqu'ils sont à la fois sujets et concepteurs de projets de moralisation de la vie politique.

Mots clés : La démocratisation du système politique, la transparence, les élections, l'accès au pouvoir, l'exercice du pouvoir, les objectifs politiques

Abstract: The moralization of political life is a process that is continuously activated especially for countries on the path of democratization of their political systems. The question of the moralization of political life in Morocco is central. It is mentioned especially in the run-up to the elections. These opportunities provide an chance for the different political actors to engage in debate on issues of access and exercise of power. The moment is propitious for all political actors to express their political projection that would guarantee stability and adaptation with the evolving socio-political demands of the citizens. Also, the political actors feel that they are all concerned. All the actions undertaken in this direction, apart from their objectives, fuel the question of the moralization of political life. The sources of the moralization of political life are different; they can be social or even economic. However, the participation of the political actors remains special since they are at the same time subjects and designers of projects of moralization of the political life.

Keywords: Democratization of the political system, transparency, elections, access to power, the exercise of power, political objectives.

La demande de la moralisation de la vie politique est animée par des desseins politiques qui aspirent atteindre et réaliser des objectifs politiques. Nul ne peut contester le fait que ces aspirations politiques peuvent intéresser aussi les différents groupes sociaux qui, pour des intérêts non politiques, s'occupent de cette question qui reste purement politique. Ces acteurs « d'essence apolitiques », vu la nature des finalités qui les animent, ne seront pas traités dans cet article qui concernera seulement les institutions politiques et les Partis politiques que James Bryce décrivait selon la métaphore : *« les partis comme les nerfs et les muscles » du système politique et les institutions comme les « os et le squelette »*¹

Tout acteur politique, abstraction faite du rôle qu'il joue sur l'échiquier politique, cherche à travers sa requête de maximiser ses chances, et ce, dans le but de consolider sa position parmi les composantes qui exercent le pouvoir ou, dans le cas échéant, de rendre les règles de l'accès et de l'exercice du pouvoir plus équitables afin de lui permettre de concourir dans des conditions plus avantageuses. Cette sollicitation, à caractère évolutif, dont les retombées politiques très prometteuses fait que chacun de ces acteurs, selon ses moyens et ses convictions, prend part à cette affaire et cherche par tout moyen d'engranger le plus de gains politiques. D'abord, pour se proclamer en tant que composante politique avant-gardiste en vue de soigner davantage son image vis-à-vis d'un électorat potentiel très sensible à la cause de la moralisation de la vie politique. Ensuite, pour participer activement aux débats publics que suscite cette dernière, dans la perspective de soutenir ses opinions, et partant, contribuer du moins indirectement à l'élaboration du projet de moralisation qui, si ne l'avantage pas, le rendrait, en terme de concurrence électorale, plus compétitif. Partant de cette logique, tous les acteurs politiques, toute position et idéologie confondues, ne peuvent se passer de la participation aux débats que suscite la problématique de la moralisation de la vie politique, ils la considèrent fondatrice de toute configuration politique. Aussi, constitue-elle une forme de légitimité qui inspire les règles régissant les modalités de l'accès et de l'exercice du pouvoir. Mieux encore, elle soumet l'activité politique à des exigences de probité qui rassurent les citoyens, et partant, dissipent leur méfiance à tout ce qui s'apparente au politique. Ainsi, le rapport au politique change, il n'est plus suspicieux puisque l'exercice de l'activité politique ne peut être exercé et accepté que lorsqu'il se fait au service de l'intérêt général. Tout parti politique ou institution politique, face à ces exigences, est amené à revoir ses conceptions de la cause de la moralisation de la vie politique.

*« la vie politique englobe l'ensemble des activités liées à la gestion des affaires publiques, à la participation et à la représentation des citoyens et aux jeux de la concurrence entre tous les acteurs dont l'aspiration est d'accéder ou de se maintenir aux positions de direction politique. Elle ne se limite pas aux élections et à la participation civique d'une part, aux arènes institutionnelles et à l'activité des partis et des professionnels de la politique d'autre part. Elle est largement influencée par l'activité des groupes d'intérêt, des médias et des sondages, des organisations syndicales ou encore des milieux associatifs, des mouvements sociaux et des interventions d'intellectuels »*²

Celle-ci, quoiqu'elle doive rendre la politique au service de l'intérêt général, reste, tout au moins, approcher différemment ; les partis de l'opposition, par exemple, la prennent pour l'opportunité, tant espérée, qui pourrait faire basculer la balance du pouvoir en leur faveur, et partant, espérer prendre part au gouvernail de l'Etat. Aussi, cherchent-ils à faire entendre leurs opinions et rassurer le plus d'électeurs potentiels pour pouvoir réussir une alternance démocratique méritée³. Les partis au pouvoir ne manquent pas de moyens et d'armes, ils prennent souvent le meilleur de leur bilan politique pour leur servir de base sur laquelle s'articulent toutes leurs bonnes intentions de rendre l'exercice de pouvoir plus transparent et de soumettre l'accès au pouvoir à des règles plus équitables. La question de la moralisation de la vie politique ne peut aucunement être réduite à deux visions opposées, majorité et

¹ BRYCE L. J., *The American Commonwealth*, Londres, Mac Millan, 1881, tome 1, p 3.

² Lexique de science politique, vie et institutions politiques, DALLOZ, p 561.

³ L'alternance décrochée suite à des élections transparentes auxquelles ont participé des partis politiques indépendants et institutionnalisés.

opposition. Elle peut néanmoins être approchée sous différentes dimensions dont chacune ses sources d'inspiration et ses convictions. Les dichotomies Gauche/Droite et Religieux/Laïc constituent entre autres des prismes de lecture qui donneraient des sens différents à la problématique de la moralisation de la vie politique au Maroc.

1-Le paysage politique

Le champ politique marocain, vu les contrastes politiques qui le singularisent, a vécu et vivra encore des formes de « bipolarisation » politique à caractère conjoncturel, surtout, lorsqu'il s'agit de débats centrés sur les valeurs, lesquelles sont censées donner sens et but à des questions d'ordre existentiel aussi bien pour l'individu que pour la société toute entière.

La répartition Gauche/Droite, n'est pas une notion étrangère à la terminologie politique marocaine

«la notion » date de 1789, les meilleurs auteurs rapportent que la distinction date de la séance consacrée, en 1789, à la discussion des modalités du veto royal. Les partisans d'un veto illimité se seraient rangés à droite et ses adversaires à gauche. (A droite et à gauche de quoi ? La date même de la séance fondatrice est discutée. Et il est clair que si la distinction date de cette époque, elle fut pendant des années occultée, puisqu'à la convention les oppositions de tendances étaient pensées à travers un clivage dans le plan horizontal (la Montagne, la Plaine) et non dans le plan vertical »⁴

Le Parti communiste marocain a été créé bien avant l'indépendance du Maroc. Les décennies 50 et 60 du vingtième siècle ont vu la montée des courants portés par les idéologies marxiste et socialiste, elles ont connu la création de certains partis marocains d'obédience socialiste rangés sous le qualificatif des partis de Gauche⁵ ; telle la scission opérée au niveau du parti de l'indépendance (Istiqlal), qui a fait naître l'UNFP (Parti de l'Union Nationale des Forces Populaires), d'autres scissions vont venir après au niveau même de l'UNFP devenu après USFP (Parti de l'Union Socialiste des Forces Populaires). Parallèlement à cette «activité» partisane, d'autres Partis vont être créés. Tout un chacun a sa raison d'être, ses objectifs et ses ambitions. Ainsi, après l'Indépendance, le champ politique marocain a vécu des créations de Partis, des scissions, des groupements et même des fusions, tel le cas de la fédération de la gauche.⁶ Cette bipolarisation deviendrait plus nette dans les années 90, surtout avec les deux blocs qui vont dominer la scène politique marocaine, « la Koutla » (sous « le qualificatif » "le bloc démocratique")⁷ et le bloc "l'Entente" (Wifak)⁸ auquel on peut ajouter des partis du centre autour du Mouvement populaire (MP). Cette répartition, constitue, quand même, un schéma représentatif du système partisan marocain. Mais, elle ne peut aucunement exprimer toute la complexité de la vie partisane marocaine. Selon cette distribution, la Droite regroupe-t-elle, ainsi, les partis qualifiés de « proche » du pouvoir monarchique. Cette forme de catégorisation est toujours de mise, et ce, en dépit des changements survenus avec « l'alternance de 1998 » qui a surtout nuancé cette polarisation conjoncturelle et qui a fait entrer des partis de la Koutla, associés à la Gauche, au gouvernement et à l'exercice du pouvoir⁹. D'autres changements plus impressionnants, telle la montée du PJD au pouvoir¹⁰, ont rendu la lecture du paysage politique, selon la dichotomie Gauche/Droite, moins intéressante. Une répartition introduisant l'axe Religieux/Laïc serait plus adaptée, à notre sens, à la réalité partisane marocaine. On se trouve donc avec la représentation suivante :

Religieux

(D/R)

⁴https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Joseph_Mounier.

⁵Rézette, Robert. 1955. Les partis politiques marocains. ed Armand Collin, Paris.

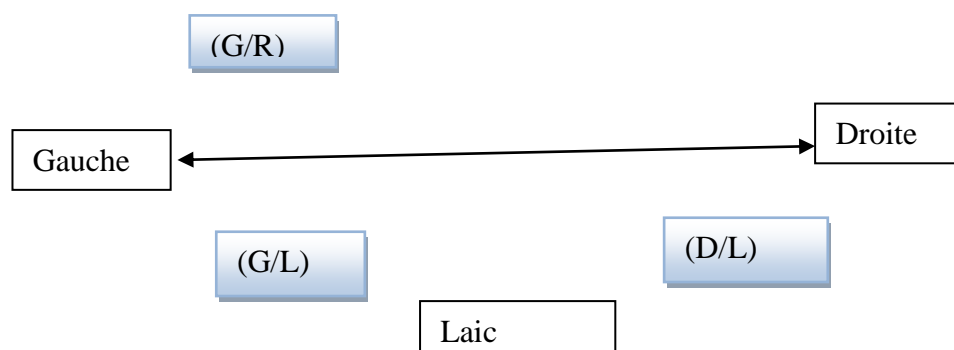
⁶ « La Fédération de la Gauche Démocratique qui rassemble le parti de l'Avant-garde démocratique et socialiste (PADS, le Congrès national Ittihad (CNI) et le Parti socialiste unifié (PSU) »

⁷KouLla : La Koutlah al democratiya ou « bloc démocratique », elle réunissait les partis de l'opposition le PPS, l'USFP et l'Istiqlal.

⁸Wifak : Entente ou coalition en arabe. Elle regroupe les (partis proches du palais », appelés ainsi car créés par le pouvoir à l'époque de Hassan II. Ces partis qui sont l'UC, le RNI et le PND

⁹ El Mossadeq, Rkia. Les labyrinthes de l'alternance Rupture ou continuité? 1998, Socheppress, Casablanca.

¹⁰ Suite aux élections organisées après l'adoption de la constitution de 2011.



Le paysage politique marocain peut être réparti en quatre zones voir le schéma illustratif ci-dessus.

Les forces politiques appartenant à la zone droite-laïque (D/L) et celles de la Gauche- laïque (G/L), qui après avoir renoncé à l'idéologie socialiste classique, n'éprouvent ensemble aucune difficulté quant à s'approprier cette cause qui constitue, pour elles, l'essence de leurs revendications animées par plus de modernité politique et de démocratie. Les autres composantes politiques à inspiration religieuse, quoique leurs rapports à la religion diffèrent d'une composante à l'autre et que leurs interprétations du pouvoir politique restent très contrastées, s'accordent tous sur l'importance des valeurs d'ordre religieux. Aussi, les considèrent-ils comme étant les fondements incontestés, sans lesquelles l'avidité de l'être humaine n'aurait de limite. Ainsi, la foi religieuse, pour certaines de ces composantes politiques, doit, non seulement servir de force de conviction pour « éclairer » la conscience de l'acteur politique, mais, elle devrait être la raison de toute action politique -d'ici-bas-. En conséquence, la politique trouve sa raison dans le service du religieux. Selon cette vision, la moralisation de la vie politique demeure tout simplement une question de foi.

D'une manière générale, tout acteur politique, abstraction faite de ses convictions et du rôle qu'il « joue » sur la scène politique, trouve dans le projet de la moralisation de la vie politique l'occasion propice pour s'ériger, peu importe la nature et le contenu des fondements de ses arguments, en tant que tuteur qui disposerait de la recette qui rendrait le processus d'accès au pouvoir plus équitable et son exercice plus transparent. Aussi, la recherche des moyens et outils adéquats s'avère-elle une obligation qui va de la servie de toute composante politique qui se veut ambitieuse et déterminée à prendre part dans l'exercice de pouvoir, ou du moins l'influencer dans le sens de préserver ses diverses prérogatives.

Les aspirations politiques relatives à la question de la moralisation de la vie politique constituent des attentes diverses de différents acteurs politiques, elles exigent de ces derniers des efforts d'adaptation et des outils de travail spécifiques s'ils veulent traduire leurs ambitions en code instituant le modèle de moralisation le plus irréprochable, le mieux approprié aux réalités sociopolitiques du Maroc et le plus fructueux en termes de réalisation des objectifs politiques.

2-Les objectifs politiques

La sollicitation de la moralisation de la vie politique n'est pas innocente, elle est mue par différentes considérations qui font que chacun des postulants, compte tenu de ses références idéologiques et son programme politique, élabore la stratégie qui satisferait ses propres motivations et accomplirait ses desseins. L'environnement politique a beaucoup de traits communs avec l'environnement naturel ; selon Darwin

« La lutte pour la vie y domine, et l'adaptation est la condition de la survie ».

La moralisation de la vie politique en tant que question majeure peut rendre la vie difficile à certains « êtres vivants » politiques, voire elle-même peut leur devenir une raison de disparition. L'adaptation, dans le sens de se réinventer pour produire des discours qui intéressent les citoyens, est donc fort recommandée. Elle ne peut, toutefois, s'accomplir sans

que l'acteur politique épouse ces nouvelles revendications tout en trouvant dans ses référentiels idéologiques le fondement de ses argumentaires.

La demande de la moralisation de la vie politique, une fois fait surface sur la scène publique, devient l'affaire de tous. Elle se présente comme l'opportunité pour revoir, surtout, les règles régissant le processus qui encadre l'accès au pouvoir. Elle est, en conséquence, l'occasion propice pour que les acteurs politiques redéfinissent les règles de l'accès et de l'exercice de pouvoir, et ce, dans l'objectif d'accomplir leurs attentes et projets politiques.

Les principaux acteurs politiques sont les partis politiques et les institutions politiques ; par institution politique, on fait allusion surtout à l'Institution royale, au Parlement et au Gouvernement, qui par leur nature et leurs statuts, participent pleinement au ressort que peut avoir tout projet de moralisation de la vie politique. Il va sans dire que certaines institutions ne sont en fait qu'une forme de représentation des partis politiques. Mais, une fois formées, elles s'autodéterminent et prennent leur destin en main. Elles deviennent évidemment motivées par des intérêts qui leur sont propres mais gardent au moins en filigrane des traces qui restent animées par des finalités partisans voire, dans certains cas, personnelles¹¹. Les finalités et les objectifs de chacune des institutions restent tributaires du rang, du statut et du rôle qui lui revient sur la scène politique

3-L'Institution royale

Le statut, dont bénéficie l'institution Royale, le place au-dessus des débats inhérents aux questions que soulèvent les règles de l'accès et de l'exercice du pouvoir, elle jouit d'une légitimité incontestée qui lui pourvoit des prérogatives politiques arrêtées et formalisées constitutionnellement d'autant plus que la révision constitutionnelle est soumise au référendum par Dahir¹² et ne peut aucunement toucher la forme monarchique de l'Etat¹³. Ainsi, toute révision « relative »¹⁴ à l'exercice de pouvoir ne peut que s'inscrire dans la voie continue de la réalisation progressive de la démocratie suivant une trajectoire spécifiquement marocaine.

Partant de ces idées, l'initiative Royale en matière de la moralisation de la vie politique est une action spéciale puisqu'elle est supposée neutre et transcendante. Nul ne peut contester le rôle principal exercé, dans ce sens, par le Roi.

« le Roi règne et gouverne en considérant toutefois, que s'il règne seul, il ne gouverne pas seul pour autant »¹⁵.

En effet, son action reste par essence impartiale dans le sens où elle garde la même distance par rapport à toutes les composantes de la société, abstraction faite, de leurs appartenances politiques, économiques ou sociales. Ainsi, selon l'article 42

« Le Roi veille au respect de la constitution, au bon fonctionnement des institutions constitutionnelles, à la protection du choix démocratique et des droits et libertés des citoyennes et citoyens... »

La monarchie jouit d'une légitimité multidimensionnelle : elle est religieuse, historique et constitutionnelle. Le Roi est le protecteur des choix démocratiques dont la moralisation de la vie politiques n'est en fait qu'une conséquence. Toute action royale entreprise dans ce sens est animée par le dessein d'améliorer le fonctionnement des institutions constitutionnelles et la protection des choix démocratiques. L'initiative royale est interprétée comme « obligation » dans le sens d'une responsabilité politique non-partisane mue par la volonté de rendre les

¹¹ Il s'agit de la relation partis, élus et parlement.

¹² « Article 174 les projets et les propositions sont soumis par Dahir au référendum ».

¹³ Article 175 « aucune révision ne peut porter sur les dispositions relatives à la religion musulmane, sur la forme monarchique de l'Etat, sur le choix démocratique ou sur les acquis en matière de libertés et des droits fondamentaux inscrits dans la présente Constitution ».

¹⁴ Une révision qui observe les dispositions constitutionnelles relatives à la révision de la constitution.

¹⁵ Ferre, Jean Noel, « Maroc, la première décennie de Mohammed VI » Afrique du Nord-Moyen-Orient, la documentation française 2010-2011, p 141.

règles de la participation au pouvoir ¹⁶plus équitables. Aussi, constitue-elle une sollicitation neutre puisqu'elle prend acte hors toutes considérations concurrentielles, lesquelles constituent, toutefois, l'essence même de toute demande émanant, par exemple, des partis politiques.

L'illustration qui montre sans équivoque la spécificité de ces actes est celle traduite par l'adoption de la constitution de 2011, laquelle, initiée par la volonté royale, qui reste fidèle à la trilogie « vertueuse » : stabilité par la réforme dans le consensus¹⁷, corrobore cette démarche puisqu'elle a invité toutes les forces vives de la société à y participer. En conséquence, il ne s'agit pas d'une « constitution octroyée »¹⁸. Mais d'une initiative, qui ressemblerait à la démarche française (comité Debré 1958, comité Vedel 1993 et comité Balladur 2007)¹⁹, qui sollicite la mobilisation collective de tous les Marocains et qui confie cette charge aux 19 membres de la commission consultative de révision constitutionnelle (CCRC)²⁰, laquelle adressa des demandes d'audition aux partis politiques, syndicats, associations, mais aussi à des jeunes activistes afin qu'ils présentent leurs visions de la réforme constitutionnelle et qu'ils fournissent des documents exposant leurs propositions.

Toutes les initiatives royales en matière de moralisation de la vie politique demeurent fidèles à cette forme de neutralité qui se veut impartiale vis-à-vis des différentes composantes du champ politique. Les discours royaux en témoignent de cette volonté :

« A cet égard, les autorités gouvernementales et judiciaires concernées par l'organisation des élections, doivent agir dans le respect scrupuleux de la loi, mettre en œuvre les dispositifs de moralisation de la vie politique et parlementaire, et créer les conditions d'une compétition électorale libre. Elles se doivent également de veiller à l'égalité de traitement entre les différents partis politiques et d'observer une neutralité positive »²¹.

« Il sera procédé à la révision du code électoral dans le sens de la consolidation de la démocratie et de la liberté de choix et ce, à travers l'amélioration des mécanismes électoraux en vue de garantir la transparence et le libre choix électoral, la moralisation du processus électoral pour lui conférer une crédibilité à même de permettre à une élite imprégnée des vertus de dévouement au service de l'Etat et du service public, de rectitude et d'honnêteté, d'assumer la responsabilité de la gestion de la chose publique.... »²²

Les actions royales entreprises dans ce sens incitent toutes les parties prenantes à faire valoir l'intérêt de la nation sur les calculs égoïstes partisans qui ne peuvent, en fin de compte, qu'accroître davantage la méfiance des citoyens à tout ce qui s'apparente au politique. Le but recherché est de préserver un équilibre politique capable de maintenir, toutes les formes conflictuelles, qui rendent la scène politique animée, à un niveau tolérable, et ce qu'elle soit leur nature ; qu'il s'agisse de rivalité d'ordre politique, économique ou sociale. Toutes ces formes d'opposition disciplinées²³ constituent des indicateurs qui rassurent puisqu'ils acceptent les règles du jeu politique dont l'institution royale demeure l'arbitre et le garant de la pérennité de l'Etat Marocain. L'équilibre souhaité ne peut, ainsi, se passer de la centralité monarchique (Amir al Mouminine, Chef de l'Etat, arbitre et garant) ; laquelle, s'attribue ces rôles constitutionnels dont la finalité reste marquée par une participation politique spéciale qui arrive, quoique son statut domine la vie politique, à laisser une marge aux autres institutions politiques pour qu'elles arrivent, et même pleinement dans certains cas, à exercer les pouvoirs qui leur sont dévolus constitutionnellement.

¹⁶Les partis politiques... ils concourent à l'expression de la volonté des électeurs et participent à l'exercice du pouvoir, sur la base du pluralisme et de l'alternance par les moyens démocratiques, dans le cadre des institutions constitutionnelles.....L'organisation et le fonctionnement des partis politiques doivent être conforme aux principes démocratiques article 7 de la constitution.

¹⁷Najib BA Mohammed, Processus transitionnel et réforme continue, L'exception Marocaine, Sous la direction Charles. Saint-Port, Frédéric., ed ellipses, Juin 2011, p 111.

¹⁸Rouvillois, Frédéric. « Reflexions sur la monarchie démocratique à la marocaine » in la constitution marocaine de 2011, lectures croisées. Rabat, REMALD, 2012, p 67.

¹⁹Najib BA Mohammed, Processus transitionnel et réforme continue, op cit, p 114.

²⁰Désignée par le Roi le 10 mars 2011, elle est présidée par le professeur Abdelatif Menouni.

²¹Discours du samedi 20 Août 2011 adressé à la Nation, à l'occasion du 58ème anniversaire de la Révolution du Roi et du peuple.

²²Discours de S.M le Roi Mohammed VI lors de l'ouverture de la session d'automne de la quatrième année législative du parlement Vendredi 13 Octobre 2000.

²³Les oppositions qui restent à l'intérieur de cet équilibre et qui ne peuvent pas nuire aux constantes du régime politique.

4-Le Parlement

Le parlement, composé de la chambre des représentants et de la chambre des conseillers, en tant qu'institution, cherche à travers la sollicitation de la moralisation de la vie politique, à améliorer son statut et ses prérogatives politiques, et ce, en s'inspirant des modèles de référence qui attribuent au pouvoir législatif plus de prérogatives afin qu'il s'attribue le rôle le plus avantageux par rapport à sa situation actuelle, sans pour autant rêver d'un "parlementarisme absolu" une forme de régime parlementaire où l'équilibre des pouvoirs est supprimé au profit du Parlement qui joue un rôle primordial par rapport aux autres pouvoirs. Une telle conception ne peut nullement aboutir ; la nature du régime marocain ne le permet pas²⁴.

La demande de la moralisation de la vie politique revêt un caractère particulier pour cette institution ; celle-ci se veut, surtout moins dominée par le « Pouvoir exécutif ». Ainsi, elle désire jouir de plus de prérogatives lui permettant, surtout, d'exercer pleinement ses fonctions de contrôle et son pouvoir législatif. Cette sollicitation, qui ambitionne améliorer le statut du Parlement, porte en elle des demandes sous-jacentes, notamment des partis politiques, qui considèrent que leur devenir est tributaire du statut dont pourrait jouir le pouvoir législatif. Le parcours qu'a connu cette institution depuis la constitution de 1962 en témoigne de cette détermination pour plus d'épanouissement et de pouvoir. D'un bicamérisme prometteur²⁵, qui n'a pas trop duré²⁶ à une formule d'unité parlementaire qui a duré vingt-deux ans, de 1970 à 1992. Durant laquelle le parlement a dû tout reprendre.

La constitution de 1972 constitue le signe de premier amorçage de l'ouverture du système politique marocain. Elle a apporté des changements touchant la composition et l'élargissement du domaine législatif²⁷. De même, celle de 1992, son article 40, a donné lieu à l'institution des commissions d'enquête. Ce qui constitue une avancée substantielle renforçant la fonction de contrôle. Cette dynamique va se poursuivre avec le reste des révisions constitutionnelles, celles de 1996 et de 2011.

La constitution de 2011 représente incontestablement une avancée démocratique sans précédent. Il n'en demeure pas moins qu'elle s'inscrit dans cette nouvelle logique d'ouverture démocratique amorcée depuis un peu plus d'une dizaine d'années, qui n'est en fait que la résultante due au croisement des influences entre le processus constitutionnel et le processus politique, lesquels constituent le mouvement fondateur du processus de réalisation et d'organisation progressive de la démocratie²⁸. Les acquis du parlement en matière de la moralisation de la vie politique ne sont pas souvent des suites favorables à ses requêtes, mais des réponses à des sollicitations spéciales, tels les mémorandums constitutionnels de 1992, de 1996 et même ceux de 2011²⁹. Ces requêtes, type marocain, constituent les formes privilégiées pour toute révision sérieuse des règles qui régissent le pouvoir.

Les critiques formulées, chaque fois que la question de la moralisation de la vie politique porte sur l'institution du Parlement, reprennent le même discours : appel à plus d'interdiction et limitation du cumul des mandats, à plus de Prévention des conflits d'intérêts et à des inéligibilités plus sévères. La moralisation, ainsi perçue, est double, le Parlement est son sujet « suspect » qui prend le rôle de « Magistrat ». C'est aux parlementaires de passer à l'autocritique objective. Aussi, devront-ils remettre en cause tout ce qui pourrait compromettre leurs images vis-à-vis de leurs mandants.

²⁴Article 51 de la constitution le Roi peut dissoudre, par Dahir, les deux chambre du parlement ou l'une d'elles, dans les conditions prévues aux articles 96,97 et 98.

²⁵Les Articles 36 et 37 de la Constitution de 1962 stipulent : « Le Parlement se compose de la Chambre des Représentants et de la Chambre des Conseillers » ...« Les parlementaires tiennent leur mandat de la nation ».

²⁶« La Promulgation de l'état d'exception au Maroc en 8 juin 1965 »

²⁷L'Article 43 de la constitution de 1972.

²⁸Mot du président de l'association marocaine de droit constitutionnel, Abdelaziz LAMGHARI, Président de l'AMDC, Marrakech 29,30 mars 2012.

²⁹L'initiative de 2011 est de sens inverse ; elle émane du sommet de l'Etat et demande aux partis de formuler leurs propositions quant à la révision de la loi fondamentale.

Dans les Etats unitaires, la deuxième Chambre est plutôt appelée à exercer un rôle temporisateur de l'action potentiellement moins modérée de la première Chambre. Le système politique marocain ne se démarque pas complètement de cette idée.

Le parlement marocain est constitué de deux chambres qui sont pour le moins que l'on puisse dire différentes, et cela pour différentes raisons : leurs mandats sont différents et leurs modes de suffrage ne sont pas les mêmes³⁰. Leurs bases des électeurs sont distinctes³¹.

Toutes ces considérations laissent entendre que leurs approches du sujet de la moralisation de la vie politique sont contrastées. Or, la consultation des travaux de leurs commissions parlementaires, à propos des discussions relatives aux textes ayant des incidences sur la moralisation de la vie politique, ne dégage aucune ligne de conduite propre à l'une des deux chambres. Des fois, ce sont les députés qui s'engagent vigoureusement pour défendre la cause. Dans d'autres cas, ce sont les conseillers qui assument ce rôle³². L'emprunte à caractère économique, sociale ou territoriale, de la chambre des conseillers, ne semble pas prendre toujours le dessus dans ses travaux. En outre, vu ses spécificités inhérentes à des contraintes, souvent conjoncturelles, elle ne peut rester fidèle à une ligne de conduite particulière puisque ce sont ces circonstances qui détermineraient ses positions, tel le cas du rejet de la loi des finances de 2014³³.

Certes l'initiative de la première chambre, par rapport à notre sujet, devrait être mue principalement par des objectifs politiques liés aux modalités de l'accès et de l'exercice du pouvoir. Toutefois, la chambre des conseillers ne peut être dessaisie de cette volonté, même si elle est censée défendre des intérêts à caractère social, économique et territoriales qui lui sont d'ailleurs indissociables et constituent sa raison d'être.

Le parlement marocain ambitionne être plus indépendant et jouissant de plus de prérogatives législatives et des pouvoirs de contrôle. Mais la nature du régime politique marocain fait que le schéma actuel reste fidèle à un parlementarisme rationalisé dont les marges de manœuvre restent étroites. Ainsi, la motion de censure, par exemple, ne peut avoir lieu que dans les termes restrictifs des dispositions de l'article 105 de la constitution³⁴.

Le domaine de la loi demeure limité, et ce en dépit de l'ouverture créée par la nouvelle constitution de 2011. En outre, la demande de la moralisation de la vie politique émanant du parlement est composite, elle est le produit d'un processus complexe ; avant de prendre sa forme accomplie, elle a dû satisfaire différentes requêtes exprimant des intérêts, des fois, opposés. Aussi, en cherchant des compromis, risquerait-elle des fois de dénaturer les attentes originelles. D'autre part, elle est fondamentalement diversifiée dans le sens où à chaque parti politique, selon la position qu'il occupe, parti de la majorité ou de l'opposition, sa propre conception du pouvoir et des règles qui devraient le régir.

La moralisation de la vie politique provenant du parlement est une demande accomplie. Elle a dû subir des corrections, des ajouts et des modifications avant d'intégrer l'Agenda parlementaire. Elle est ainsi un arrangement qui reproduit fidèlement la résultante des forces politiques qui animent la vie politique marocaine. En conséquence, elle ne peut que s'inscrire dans la logique de la continuité qui considère la question de la moralisation de la vie politique comme un processus continu de rénovation de la relation gouvernant- gouvernés sans pour autant revenir sur les constantes du régime politique marocain.

³⁰ Suffrage direct : le corps électoral vote lui-même pour le candidat à élire (par exemple le Président de la République en France, depuis 1962, est élu au suffrage universel direct, de même que les députés). Suffrage indirect : le corps électoral désigne un collège restreint de personnes élues (appelées en général les grands électeurs), qui élisent à leur tour le ou les représentants (par exemple les sénateurs en France ou le Président de la République aux Etats-Unis).

³¹ Pour la première chambre c'est le territoire uniquement qui sert de base pour faire correspondre le nombre de siège. Alors pour la deuxième chambre les sièges sont répartis selon trois paramètres le territoire pour la représentation des collectivités, l'activité économique pour les chambres Et les salariés représentation syndicale.

³² Les rapports des travaux des commissions parlementaires des deux chambres témoignent de cette ambivalence ».

³³ Le principal amendement qui a suscité des débats houleux concerne notamment l'amnistie sur les avoirs et biens détenus illégalement à l'étranger.

³⁴ Celle-ci n'est recevable que si elle est signée par le cinquième (au lieu ¼ dans la constitution de 1996) au moins des membres composant la chambre. La motion de censure n'est approuvée par la chambre des Représentants que par un vote pris à la majorité absolue des membres qui la composent.

5-Le gouvernement

Tous les gouvernements qui se sont succédé depuis l'indépendance à nos jours, mêmes ceux dominés par la forte présence des technocrates, avaient, d'une manière ou d'une autre, évoqué la question de la moralisation de la vie politique, et ce, pour différents desseins. Certes, la majorité des actions entreprises, dans ce sens, concernaient surtout la relation administrés-administration, autrement dit, ce qui du ressort de la moralisation de la vie publique en général. Toutefois, cela ne peut aucunement dissimuler les cas particuliers où la question de la moralisation de la vie politique était au cœur des préoccupations de l'appareil exécutif ; surtout pour ce qui du ressort de l'exercice du pouvoir. Tous les programmes des gouvernements marocains n'ont pas omis d'accorder une importance à cette question ; même si leurs contenus l'abordaient différemment, ils restent, tout au moins, tous attachés à l'idée d'améliorer davantage la relation administration-administré.

Le programme du gouvernement du janvier 2012 ne déroge pas à cette règle, dans son deuxième axe³⁵. Il projette, ainsi, mettre en œuvre des dispositions qui rassurent les citoyens et leur permettent d'exercer pleinement leur citoyenneté. Les volontés des gouvernements de rendre la vie politique plus transparente, exprimées des fois solennellement, se heurtaient à des résistances de tout bord. L'essentiel du travail concernait surtout l'amélioration de l'administration, dans le sens de la rendre plus réactive et moins corrompue. La corruption de l'administration est un problème qui pèse lourd sur l'efficacité de l'Etat. Elle est décriée à tous les niveaux et par toutes les institutions de l'Etat. A ce titre en 1971, Feu Hassan II avait dénoncé l'implication des milieux du pouvoir en disant :

« Il est vrai, qu'à un moment donné, le délit de corruption ou l'abus de pouvoir était perpétré sous l'égide de personnes détentrices d'une parcelle du pouvoir. Avec le temps, Nous nous sommes aperçus que ces personnes ont profité de ce pouvoir pour voler, encourager la corruption et le marchandage au détriment parfois de l'honneur et des biens des gens. »

Les objectifs de l'appareil exécutif ne dérogeaient pas à la règle qui veut qu'une partie de l'action de moralisation est orientée pour gagner la confiance des gouvernés, et ce, dans la finalité de consolider les prérogatives politiques et d'être reconduit, pour un autre mandat, dans la gestion des affaires de l'Etat. La moralisation de la vie politique, pour le gouvernement, est essentiellement liée à l'amélioration des prestations publiques qui restent largement tributaires de degré d'honnêteté de probité et de droiture des mandataires du pouvoir. Souvent ils cherchent, sous différentes formes de pression, de satisfaire l'électorat au lieu d'être les initiateurs originels de projets ambitieux de la transparence de la vie politique.

9-Les partis politiques

Les partis politiques sont censés exprimer la volonté des citoyens. Ils constituent le canal à travers lequel les citoyens peuvent peser sur la politique, notamment en exerçant un contrôle limité mais réel sur leurs élus. Ils assurent de même la fonction d'encadrement politique³⁶ qui développe chez leurs adhérents la faculté de traduire les différentes demandes et besoins socio-économiques en revendications politiques. Ainsi, les partis politiques sont des structures où l'opinion puisse se définir s'exprimer et même s'imposer. Les partis politiques ne peuvent se réduire à des concessions limitées et précaires arrachées de quelques électeurs, dans une conjoncture particulière, à quelques candidats influençables. ***Selon la définition classique qu'en donnent J. La Palombara et M. Wiener « les partis sont des organisations durables dont les membres se rassemblent au regard de projet politiques partagés, de valeurs communes, ou encore d'alliances d'intérêts. Dans le cadre de la démocratie représentative, ils ont normalement pour objectif la conquête du pouvoir ou, au moins, l'accès à celui-ci***

³⁵La consolidation de l'Etat de droit, de la régionalisation avancée, de la bonne gouvernance garante de la dignité, des droits et libertés, et de la sécurité, dans le cadre de la reddition des comptes et de la citoyenneté véritable qui fasse la part des droits et obligations.

³⁶Article 07 de la constitution de 2011.

par des voies constitutionnelles régulières et, spécialement, par le truchement des élections »³⁷.

Ils sont le mode normal, régulier et démocratique de gestion des affaires publiques. Partant de ces idées, la relation parti politique et moralisation de la vie politique est corrélative ; elle dépasse le cadre auteur (parti) et action (la moralisation de la vie politique). Il s'agit d'une liaison spéciale dont dépend la raison d'être de ces deux composantes (auteur-action) ; la moralisation de la vie politique ne peut avoir de sens et prendre de forme intelligible que lorsqu'elle émane d'un acteur qui se projette pour accéder et exercer le pouvoir.

Le parti politique est, par essence, un cadre où s'affrontent les idées librement où la hiérarchisation des statuts, à son niveau, ne se subit pas, mais obéit à des règles démocratiques consenties et fortement attachées à la notion de probité, d'intégrité et de transparence qui constituent les valeurs consubstantielles à toute activité politique qui se veut légitime et acceptée par les gouvernés.

A chaque parti politique son parcours, son idéologie et sa position sur l'échiquier politique. Ceux-ci prédéterminent ses projets politiques et même la forme et la nature de ses positions par rapport à toute sorte de question politique. La moralisation de la vie politique ne sort pas de ce schéma, quoiqu'elle soit partagée, elle s'approprie néanmoins différemment par les différents partis politiques. La sagesse politique exige de tout un chacun de s'y adapter sans pour autant rompre avec sa ligne de conduite, ni mettre en cause l'essence de son idéologie. Généralement un parti au pouvoir conçoit ses positions selon une démarche qui s'inscrit dans la continuité puisqu'il ne peut s'autocritiquer, ni même remettre en cause les règles qui l'ont qualifié d'exercer le pouvoir. Ainsi, sa demande est généralement articulée autour de deux idées principales ; la première conçoit le projet de la moralisation comme une démarche progressive d'amélioration de la prestation politique ; la deuxième le considère comme une révision ordinaire des règles de sélection de la représentation politique qui ne peuvent rester insensible aux changements socioéconomiques de la société. La révision est perçue, dans ce sens, en tant qu'adaptation et accompagnement continus des demandes changeantes des citoyens.

Les positions des partis politiques de l'opposition, par rapport à cette question, sont souvent dirigées contre la majorité qui gouverne. Ainsi, outre les reproches inhérents des fois aux règles de l'accès au pouvoir, surtout à l'approche des élections, l'essentiel de la critique cible la manière dont l'exercice du pouvoir se pratique. Les critiques sont plus focalisées sur la manière dont les mandataires de la représentation politique exercent le pouvoir et sur les réalisations des différents départements ministériels.

Les autres partis qualifiés de « petites formations »³⁸ approchent la question de la moralisation de la vie politique différemment. Aussi, rejettent-ils généralement leurs difficultés à s'imposer sur la scène politique aux règles régissant l'accès et l'exercice du pouvoir. Ainsi, certaines de ces formations se considèrent désavantager par ces règles et proposent de nouvelles approches qui leur permettent d'être en mesure de concurrencer, au moins lors de la concurrence électorales, les grands partis politiques³⁹. Ils évoquent entre autres le financement des campagnes électorales qui le considèrent inéquitable puisque la répartition se fait selon des règles relatives à l'importance électorale de chaque formation politique⁴⁰.

Les courants politiques « illégaux », principalement Al AdlWalIhsane (arabe : العدل و الإحسان), littéralement: Justice et Spiritualité,⁴¹ doutent de la réussite de toute initiative de moralisation de la vie politique qui ne met pas en cause le système politique dans sa globalité. La transparence et la moralisation de la vie politique ne peuvent, pour eux, avoir lieu sans la refonte des principales règles qui régissent le système politique marocain. Les changements progressifs, qui préservent les spécificités du pays et qui s'ouvrent continuellement sur le

³⁷ Guy Hermet, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum, Philippe Braud, Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques, 7 édition revue et augmentée, Editeur Armand Colin.

³⁸ Les partis qui ne sont pas représentés au parlement.

³⁹ Les versements pour les campagnes électorales et subventions de l'Etat voir la loi organique N° 29-11 relative aux partis politique.

⁴⁰ La loi organique N° 29-11 relative aux partis politique.

⁴¹ C'est un mouvement islamiste marocain créé en 1973 par Abdessalam Yassine. Il n'est pas légal mais toléré par les autorités.

progrès et sur plus de démocratie, leur sont une illusion qui ne pourrait, dans le plus optimiste des scénarios, qu'ajourner le problème. Cela n'empêche pas que leur contribution à la question de la moralisation est évidente ; ne serait-ce que par la capacité de mobilisation dont ils disposent pour faire descendre dans les rues des milliers de leurs partisans, pour faire pression chaque fois que le sujet soulevé traite d'un sujet de fond, qui concerne la société.

Les décideurs politiques, face à des sujets qui mobilisent les masses populaires, s'efforcent de donner des signes positifs en s'investissant dans des projets toujours plus ouverts. Mais, cette forme d'empathie ne peut s'accomplir que pour des finalités qui restent fidèles aux constantes du régime politique marocain.

Force est de souligner que certains partis politiques qui réclamaient sans relâche la moralisation de la vie politique, dans leur majorité, souffraient de manque de transparence à leur niveau ; la liberté d'expression n'est pas garantie, la participation de manière effective à l'élection des organes dirigeants n'est pas toujours de mise. La présence de partis politiques dans un système politique n'est pas synonyme de pluralisme⁴². Il y a des systèmes politiques où les partis politiques n'ont pas pour objectif d'accéder et d'exercer démocratiquement le pouvoir. Ils sont créés juste pour meubler la scène politique, ils deviennent en conséquences des groupes qui ne cherchent qu'à maximiser leurs avantages et privilèges.

Certains partis politiques marocains⁴³ qui sont supposés donner l'exemple sont restés prisonniers de leurs histoires. Si dernièrement des tentatives d'émancipation ont été prises, il n'en demeure pas moins que le déficit en démocratie, dans la vie partisane interne, est notoire et ce, malgré les efforts déployés par leurs initiatives et l'intérêt accordé à cette question, principalement par le pouvoir législatif, à travers la loi relative aux partis politiques de 2006 ou la loi organique n° 29-11 relative aux partis politiques.

La culture partisane marocaine qui qualifie le leader du parti de visionnaire, gardien des secrets et expérimenté est toujours présente. Elle lui justifie par moments le droit même de décider sans passer par les voies démocratiques du parti. Ainsi, des partis, lors de la prise de décisions stratégiques, ne se réfèrent pas au Congrès national. L'USFP, parmi les partis les plus intéressés par la question de la moralisation de la vie politique, a dû attendre douze années pour qu'il tienne son sixième congrès en 2001, le cinquième l'avait tenu en (1989), sachant qu'il a même gouverné dans le cadre de l'alternance consensuelle. Les dirigeants des partis sont souvent sceptiques à toutes les opinions partisans opposées à leurs points de vue. Ils considèrent leurs auteurs de fautes de troubles et essayent de se débarrasser d'eux par tout moyen⁴⁴. Les décisions les plus importantes se font souvent par « consensus » imposé d'en haut au lieu de recourir aux règles démocratiques

« Citant le cas de l'USFP, le professeur Sassi note que le premier secrétaire a justifié le fait qu'il a accepté sa nomination en tant que premier ministre sans le consentement du parti en déclarant que l'article 24 de la constitution de 1996 relatif à la nomination royale du premier ministre, n'exige pas que ce dernier consulte le Comité Central de son parti avant d'accepter ».

Cela n'empêche pas que certains partis ne dédaignent pas à s'afficher du côté de la démocratisation de la vie partisane. Le parti justice et développement en fait partie. Il arrive quand même à observer correctement au moins les règles de son corpus juridique. Mais, le chemin qui reste est long à parcourir pour tous les partis politiques. Ces derniers restent loin d'atteindre le niveau d'institutionnalisation requis⁴⁵, qui fait d'eux des organisations plus structurées créées pour la conquête et l'exercice du pouvoir politique. Ce qui suppose donc

⁴²Le pluralisme implique davantage, autrement dit, de la part des partis, non seulement la capacité à exprimer des positions idéologiques différentes, mais celle de pouvoir les traduire en discours et propositions concrètes, réalistes, opérationnelles et d'être en mesure de les mettre en œuvre, par l'exercice effectif et réel de responsabilités gouvernementales Julien bornon, page 5, note de présentation, la réalité des pluralisme au Maroc, les cahiers bleus N°2 / Décembre 2004.

⁴³Les partis traditionnels communément connus sous cette appellation.

⁴⁴Le conflit sur la présidence du groupe parlementaire du l'USFP où le secrétaire général du parti a choisi d'accumuler les rênes du parti avec le groupe parlementaire seulement pour barrer la route devant l'es président du groupe Ahmed Zaidi. L'affaire a due provoquer le retardement la session parlementaire printanière de 2014.

⁴⁵Le degré d'institutionnalisation des partis se mesure selon trois critères : l'ancienneté, la dépersonnalisation de la structure partisane et sa différenciation organisationnelle.

l'ancrage des partis dans le jeu institutionnel et la reconnaissance de sa légitimité. D'un point de vue plus juridique l'institutionnalisation désigne la reconnaissance et l'intégration constitutionnelle effective des partis dans le système politique. Les insuffisances constatées par rapport à cet affranchissement demeurent présentes tant que les partis politiques ne révisent pas dans le fond, non pas les règles qui les régissent, mais leur façons de faire la politique.

Ce constat fait que la moralisation de la vie politique est aussi une affaire interne des partis politiques, elle est l'une des questions qui fragilise leur positions, surtout lorsqu'ils abordent le sujet de la transparence. Il y a certainement un progrès quant à la gestion interne des partis politiques marocains. Néanmoins, Ces formes d'avancées se heurtent à de nombreuses difficultés. Certains dirigeants agissent comme si les règles de gestion prévues par la loi leurs étaient imposées et cherchent en conséquence l'occasion propice pour les contourner. Ainsi, les quotas institués pour impliquer les femmes et les jeunes dans les élections générales se sont parfois modifiés en moyen d'élection des membres des familles des dirigeants, ce qui a donné lieu à un artifice permettant d'ouvrir la voie à un héritage de fait des fonctions électorales et partisans. Il ne suffit pas donc de trouver des règles, souvent prêt-à-porter, pour prétendre avoir amélioré la moralisation de la vie politique ; le problème est beaucoup plus profond puisque c'est de l'être humain qu'il s'agit, lequel sans forte conviction, peu importe qu'elle soit religieuse, politique ou morale, nulle règle ne peut le contraindre à devenir altruiste.

Au-delà des objectifs directs ambitionnant d'améliorer leurs positions politiques, des partis politiques toutes catégories confondues, des fois sans le vouloir, se trouvent emporter par la vague de la remise en question de leurs manières de «faire la politique» qui étaient pour longtemps acceptées puisqu'elles permettaient à une minorité de tirer profit du manque de transparence et d'intégrité. Les demandes de moralisation de la vie politique, formulées avec précaution pour des desseins supposés étudiés, peuvent dépasser les projections initiales et prennent des envergures plus ambitieuses qui interrogent le système partisane dans son intégralité.

Les Références :

- 1) Abdallah SAAF, actes du cercle de citoyenneté, fondation Friedrich Ebert, 2^{ème} conférence, Les élections au Maroc.
- 2) Addelhay el Moudden, les cahiers bleus, la réalité du pluralisme au Maroc, cercle d'analyse politique, N° 2, 2004.
- 3) Abdellatif Agnouch, Histoire politique du Maroc, ed Afrique Orient, 1987,
- 4) Abdeltif. Menouni, « Lectures dans le projet de Constitution révisée », Révision de la Constitution Marocaine (1992) : Analyses et commentaires, D. Basri, M. Rousset, G. Vedel, (ss. la dir.), Imprimerie royale, collection édification d'un Etat moderne, 1992.
- 5) Adeltif Menouni, in Driss BASRI, Michel ROUSSET et Georges VEDEL (collectif), Trente années de vie constitutionnelle au Maroc, L.G.D.J, 1993.
- 6) Abdeltif Menouni, l'expérience du conseil constitutionnel marocain, les Constitutions des pays arabes, Actes du colloque de Beyrouth de 1998, Bruxelles, Bruylant, 1999, p. 273-296.
- 7) Abdelaziz LAMGHARI, Président de l'AMDC, Mot du président de l'association marocaine de droit constitutionnel, Marrakech 29,30 mars 2012.
- 8) BRYCE L. J., *The American Commonwealth*, Londres, Mac Millan, 1881, tome 1
- 9) Frédéric Rouvillois. « Reflexions sur la monarchie démocratique à la marocaine » in la constitution marocaine de 2011, lectures croisées. Rabat, REMALD, 2012.
- 10) Guy Hermet, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum, Philippe Braud, Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques, 7^{ème} édition revue et augmentée, Editeur Armand Colin.

- 11) Jean Noel, Ferre, « Maroc, la première décennie de Mohammed VI » Afrique du Nord-Moyen-Orient, la documentation française 2010-2011
- 12) Lexique de science politique, vie et institutions politiques, DALLOZ. 10 Septembre 2014, Manuels De sciences Politiques, 606 pages.
- 13) Najib BA Mohammed, Processus transitionnel et réforme continue, L'exception Marocaine, Sous la direction Charles. Saint-Port, Frédéric., ed ellipses, Juin 2011.
- 14) Rkia El Mossadeq., Les labyrinthes de l'alternance Rupture ou continuité? 1998, Socheppress, Casablanca
- 15) Rézette, Robert. 1955. Les partis politiques marocains. ed Armand Collin, Paris.

Les sites

<https://fr.wikipedia.org/>
www.persée.fr
<http://www.leconomiste.com>
<http://www.cmiesi.ma>
<http://www.haca.ma>
<http://www.justice.gouv.fr>
<http://telquel.ma>
<https://www.dictionnaire-juridique.com>
<http://www.rfi.fr/europe/moralisation-vie-politique-corruption>
<http://www.cndh.ma>